

Comprendre sur le temps long l'évolution du PS : analyse de Jean-Numa Ducange

A analyser la politique du Parti socialiste aujourd'hui et ses évolutions, on se retrouve parfois démunis pour comprendre les ressorts profonds de ces bouleversements. Un détour par l'histoire s'impose pour mieux les saisir, même s'il ne saurait tout expliquer. `

L'occasion du centenaire de l'assassinat de Jean Jaurès pendant l'année qui vient de s'écouler nous offre une belle occasion de revenir sur ces enjeux. En effet, au-delà de telle ou telle récupération plus ou moins contestable de l'héritage du tribun socialiste fondateur du journal l'Humanité, certains hommes politiques ont exprimé avec clarté ce qui taraude depuis plus d'un siècle les responsables du parti.

Vincent Peillon, l'ancien ministre de l'éducation nationale et par ailleurs bon connaisseur de Jaurès, a ainsi clairement exprimé son opinion : selon lui, l'erreur de Jaurès a été de s'allier avec les marxistes français de l'époque (les guesdistes, partisans de Jules Guesde qui furent particulièrement influents dans certaines régions, notamment dans l'Allier) pour fonder en 1905 le Parti socialiste sur une base de classe (donc clairement séparé socialement et politiquement de la bourgeoisie, sans exclure toutefois des alliances assez larges) et doté d'une phraséologie révolutionnaire héritière de 1789. Il aurait fallu, poursuit Peillon et à sa suite d'autres responsables socialistes (Manuel Valls a encore évoqué récemment dans un entretien le « surmoi » marxiste), s'allier clairement avec les radicaux (la gauche modérée de l'époque) pour fonder un grand parti républicain, coupé des références marxistes, pour pouvoir exercer plus tôt le pouvoir. Bref, pour le dire un peu rapidement, réconcilier de façon posthume Clemenceau et Jaurès, pour fonder un grand parti de centre-gauche.

L'autre grand modèle à suivre aurait été l'Allemagne. Suivre le modèle allemand de grande coalition ? Un examen montre que ces coalitions elles-mêmes se sont effectuées dans un contexte historique précis de 1918-1919, qui méritent autre chose qu'une seule instrumentalisation politique. Nous reviendrons dans notre conférence sur ces croisements franco-allemands à l'heure où les dirigeants politiques français ne jurent plus dans leur majorité que par le modèle politique et économique prôné par Angela Merkel et ses soutiens fidèles de la social-démocratie.

Quoiqu'il en soit et puisque nous sommes partis de Jaurès, constatons que ce dernier, s'il ne peut nous éclairer sur tous les problèmes contemporains (c'est peu de dire que notre monde a changé depuis un siècle !) était, par rapport à d'autres dirigeants de la gauche, extrêmement sensibles à la diversité des expressions des mouvements sociaux et ouvriers de son temps. Il en arrive même à considérer que le bon militant socialiste ne doit pas être seulement un homme de parti mais également être ouvert à la participation syndicale et coopérative, ainsi qu'aux initiatives citoyennes locales. Il est très intéressant de relever cette attention, qui l'a guidé pour la création du PS et qui explique ses choix d'alliances, aux éléments de transformation sociale existant dans la société en dehors de la sphère politique « légale ». Aujourd'hui, de nombreux élus sans étiquettes, de nombreux responsables associatifs et tant d'autres continuent à faire vivre localement des réflexes de solidarité et de fraternité, parfois élémentaires et sans éclats (ce qui explique leur faible présence

dans les médias) qui sont pourtant indispensables pour la redéfinition et la construction d'un projet politique alternatif au Parti socialiste et à son accommodement au capitalisme et aux élites dominantes. L'intuition jaurésienne, c'est par exemple que dans la coopérative la plus élémentaire et apolitique (qu'une partie de l'extrême-gauche syndicale et politique méprisait alors cordialement) se loge quelque chose qui peut être instructif pour l'alternative. Les allers et retours entre une force politique constituée et ces initiatives de base peuvent constituer une esquisse d'alternative : comment croire en effet que ce sont dans les milieux militants les plus aguerris qui stagnent numériquement au même niveau depuis longtemps que tout pourra se jouer ?

Ce sont ces quelques réflexions et questions que nous entendons soumettre au débat.

L'impossible compromis social-démocrate : analyse de Benoît Borrits

Le ralentissement général de la croissance tant en France que dans l'ensemble de l'économie mondiale explique l'impossibilité d'un nouveau compromis de classe positif, entendons par là un compromis dans lequel salariat comme détenteurs des moyens de production retrouvent leur compte, à l'image de ce qu'a pu être la période des Trente glorieuses. Alors que dans les années 1970, les distributions de dividendes des sociétés non financières rapportées à la valeur ajoutée brute s'établissaient à 2-3 %, ils évoluent désormais dans la tranche des 5-6 % . Dans le même temps, l'investissement brut est passé d'un niveau oscillant autour des 25 % de la valeur ajoutée brute à des niveaux proches de 20 %. Dans la décomposition des profits entre dividendes et réinvestissement, l'accent est désormais mis sur la première composante. En l'absence de perspectives de croissance, les possédants préfèrent des prélèvements immédiats, les mieux à même de valoriser leurs actifs.

Si on définit le projet social-démocrate comme étant la reconnaissance de l'impossibilité de dépasser le capitalisme tout en revendiquant la possibilité d'aménagements favorables au salariat, l'extinction progressive de la croissance limite le champs des possibles. Si le gouvernement de Lionel Jospin a réussi à mettre en place, en recherchant un compromis avec le patronat, la réduction du temps de travail à 35 heures, les gouvernements Ayraud et Valls ont été incapables d'impulser une quelconque avancée sociale. Pire, leur discours suit de plus en plus les injonctions d'un patronat pour qui, ce gouvernement n'en fera jamais assez. Il n'y a ici aucune dérive de la social-démocratie : l'acceptation du capitalisme conduit naturellement à sa défense lorsque celui-ci est menacé et ce, même si celui-ci se montre socialement régressif. Dans le contexte de crise généralisée ouverte en 2007, cette voie a été suivie par l'ensemble des partis socialistes européens sans exception et ce, quel que soit le pays.

Sur quoi refonder un espoir ? Rien ne serait pire que de reconstruire un projet politique sur l'idée que la part des salaires dans la valeur ajoutée aurait baissé sur ces trente dernières années et qu'il y aurait ici des marges de manœuvre pour une nouvelle politique sociale sans remise en cause des sociétés de capitaux. Les possédants ne raisonnent pas en terme de partage des richesses mais sur la valorisation de leurs actifs. De ce point de vue, la combinaison dividendes et croissance joue ici un rôle essentiel. Vouloir s'en prendre au dividendes sans remettre en cause les sociétés de capitaux conduirait probablement à une grève des investissements de la part des possédants, la fine bouche du patronat face aux mesures Valls n'en étant qu'un avant-goût. C'est donc bien la question du pouvoir au sein des entreprises qui doit être posée au cas où un gouvernement socialement progressiste viendrait aux affaires.

À ce jour, le recul électoral du PS ne bénéficie pas aux forces politiques situées à sa gauche. Pourtant, les mouvements de la société contestent de facto le pouvoir du capital. La question des « biens communs » revient en force dans le débat politique. Nous ne comptons plus les communes où la re-municipalisation de l'eau est à l'ordre du jour. Face aux droits de propriété qui se mettent en place dans le domaine de l'immatériel, de multiples initiatives « ouvertes » se font jour dans le domaine des logiciels (GNU-Linux, Mozilla...) et de la connaissance (wikipedia), alternatives fondées sur la mutualité et l'entraide plutôt que sur la concurrence. Dans le domaine de la transition écologique et énergétique, les formes juridiques utilisées par les citoyens sont principalement associatives et coopératives et rompent de fait avec la logique du capital. Durant, ces cinq dernières années, de nombreux salariés ont combattu pour pouvoir reprendre leur entreprise en SCOP plutôt que de la voir fermer et être réduits au chômage. Si ces expériences sont aujourd'hui marginales à l'échelle de l'économie, elles suscitent néanmoins un courant de sympathie qui va bien au-delà des cercles militants et montrent qu'une gestion démocratique de l'entreprise est possible et efficace.

Comme on le constate, tout le mouvement actuel de la société va dans le sens d'un abandon de la société de capitaux comme cadre d'initiative économique au profit d'un environnement dans lequel les parties prenantes, que sont les travailleurs et les usagers, décident. Cependant, ces initiatives ne font pas spontanément système et ont besoin d'un appui politique pour pouvoir se poser en alternative. Face à un mouvement social sur la défensive, la perspective d'une autre économie est à même de lui redonner des perspectives. De nouvelles avancées sociales sont possibles à la condition qu'elles s'articulent à de nouveaux pouvoirs pour les salariés dans les entreprises afin de préparer la transformation sociale. Quelles sont les forces politiques à même de porter une telle ambition ?

Benoît Borrits

(1) Source INSEE : http://www.insee.fr/fr/themes/comptes-nationaux/tableau.asp?sous_theme=5.3.1&xml=t_7101